

**DECRET N° 2014-20 DU 22 JANVIER 2014  
PORTANT APPLICATION DE L'ORDONNANCE N°2011-367 DU 03  
NOVEMBRE 2011 PORTANT REGLEMENTATION DES SYSTEMES  
FINANCIERS DECENTRALISES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**SUR RAPPORT DU MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE  
L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ;
- Vu** le décret n°90-92 du 25 juillet 1990 portant modification de la convention portant création de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest-Africaine ;
- Vu** le décret n°2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des Membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n°2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n°2013- 785 et n° 2013-786 du 19 novembre 2013 ;
- Vu** le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des Membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n°2013-802 du 21 novembre 2013 ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,**

## DECRETE :

**Article 1 :** Le présent décret a pour objet de préciser les modalités d'application de certaines dispositions de l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 susvisée.

### **TITRE I CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES**

#### **Chapitre 1 : Disposition relative aux systèmes financiers décentralisés non constitués sous forme mutualiste ou coopérative**

**Article 2 :** Les systèmes financiers décentralisés non constitués sous forme mutualiste ou coopérative demeurent soumis aux législations spécifiques qui régissent leur constitution, leur organisation et leur fonctionnement.

#### **Chapitre 2 : Dispositions relatives aux institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit**

##### **Section 1 Constitution et capital social**

**Article 3 :** La constitution d'une institution mutualiste d'épargne et de crédit requiert la tenue d'une Assemblée Générale constitutive ayant notamment pour mission de statuer sur l'objet de l'institution, la dénomination et le siège social.

L'Assemblée Générale constitutive doit en outre établir la liste des souscripteurs au capital social, approuver le projet de statuts et de règlement et procéder à l'élection des membres des organes.

**Article 4 :** Le capital social d'une institution mutualiste ou coopérative d'épargne et de crédit est constitué de parts sociales, dont la valeur nominale est déterminée par les statuts.

Les parts sociales sont nominatives, individuelles, non négociables, non saisissables par les tiers et cessibles selon les conditions fixées dans les statuts.

Les parts sociales peuvent être rémunérées dans les limites fixées par l'Assemblée Générale.

**Article 5** : Les statuts de l'institution mutualiste d'épargne et de crédit définissent notamment :

- l'objet, la dénomination, le siège social et la zone géographique d'intervention ;
- le lien commun ;
- les droits et obligations des membres ;
- la durée de vie de l'institution ;
- la valeur nominale ainsi que les conditions d'acquisition, de cession et de remboursement des parts sociales ;
- les conditions et modalités d'adhésion, de suspension, de démission ou d'exclusion des membres ;
- les conditions d'accès des membres aux services de l'institution ;
- la responsabilité des membres vis-à-vis des tiers ;
- les organes, leur rôle, leur composition et leur mode de fonctionnement ;
- le nombre minimal et maximal des membres des organes, leurs pouvoirs, la durée de leur mandat et les conditions de leur renouvellement, de leur suspension ou de leur révocation ;
- les règles et normes de gestion financière de même que la répartition des excédents annuels, sous réserve du respect des dispositions relatives à la constitution de la réserve générale ;
- le contrôle de l'institution.

## **Section 2 Organes de l'institution**

**Article 6** : Chaque institution est dotée des organes suivants :

- l'Assemblée Générale ;
- le Conseil d'Administration ;
- le Comité de Crédit ;
- l'Organe de Contrôle.

Les statuts et le règlement intérieur de l'institution précisent les règles de fonctionnement de ces organes.

**Article 7** : L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'institution. Elle est constituée de l'ensemble des membres ou de leurs représentants, convoqués et réunis à cette fin conformément aux statuts.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, lorsqu'elle est réunie en session ordinaire, révoquer un ou plusieurs membres des organes de l'institution.

**Article 8** : L'Assemblée Générale peut prévoir la tenue d'Assemblées de secteur, dont elle définit les modalités de fonctionnement.

**Article 9** : L'Assemblée Générale a compétence pour :

- s'assurer de la saine administration et du bon fonctionnement de l'institution ;
- modifier les statuts et le règlement intérieur ;
- élire les membres des organes de l'institution et fixer leurs pouvoirs ;
- créer des réserves facultatives ou tous fonds spécifiques, notamment un fonds de garantie ;
- approuver les comptes et statuer sur l'affectation des résultats ;
- adopter le projet de budget ;
- fixer, s'il y a lieu, le taux de rémunération des parts sociales ;
- définir et adopter la politique de crédit et de collecte de l'épargne de l'institution ;
- créer toute structure qu'elle juge utile ;
- traiter de toutes autres questions relatives à l'administration et au fonctionnement de l'institution.

**Article 10** : L'Assemblée Générale peut déléguer certains de ses pouvoirs à tout organe de l'institution, à l'exclusion des dispositions relatives :

- aux modifications des statuts ;
- à l'élection des membres des organes ;
- à l'approbation des comptes ;
- à l'affectation des résultats.

**Article 11** : L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an. Au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice financier de l'institution, elle se réunit en vue notamment :

- d'adopter le rapport d'activités de l'exercice ;
- d'examiner et d'approuver les comptes de l'exercice ;
- de donner quitus aux membres des organes de gestion ;
- de nommer un commissaire aux comptes, le cas échéant.

**Article 12** : L'Assemblée Générale peut se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité des membres d'un organe d'administration et de gestion ou d'un organe de contrôle. Elle peut également se réunir à la demande des membres de l'institution dans les conditions fixées par les statuts.

Seuls les points mentionnés dans l'avis de convocation peuvent faire l'objet des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

**Article 13** : Les organes d'administration et de gestion comprennent le Conseil d'Administration et le Comité de Crédit.

**Article 14** : Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale parmi ses membres.

Le Conseil d'Administration veille au fonctionnement et à la bonne gestion de l'institution. A cet effet, il est chargé notamment :

- d'assurer le respect des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ;
- de définir la politique de gestion des ressources de l'institution et de rendre compte périodiquement de son mandat à l'Assemblée Générale, dans les conditions fixées par les statuts et le règlement intérieur ;
- de veiller à ce que les taux d'intérêt applicables se situent dans la limite des plafonds fixés par la loi sur l'usure ;
- de mettre en application les décisions de l'Assemblée Générale.

**Article 15** : Les membres du Comité de Crédit sont élus par l'Assemblée Générale parmi ses membres. Toutefois, ils peuvent être désignés par l'Assemblée Générale parmi les membres du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions statutaires, ou parmi les membres du personnel de l'institution.

Le Comité de Crédit a la responsabilité de gérer la distribution du crédit, conformément aux politiques et procédures définies en la matière.

Le Comité de Crédit rend compte de sa gestion à l'organe qui a désigné ses membres.

**Article 16** : Les membres de l'Organe de Contrôle sont élus par l'Assemblée Générale parmi ses membres.

L'Organe de Contrôle est chargé de la surveillance de la régularité des opérations de l'institution, du fonctionnement des autres organes et du contrôle de la gestion.

**Article 17** : L'Organe de Contrôle est habilité à entreprendre toute vérification ou inspection des comptes, des livres et opérations de l'institution. Il peut demander la constitution de toutes provisions nécessaires. Pour l'exercice de cette mission, il peut faire appel à toute personne-ressource et a accès à tous renseignements ou pièces qu'il juge utiles.

**Article 18** : L'Organe de Contrôle présente, chaque année, à l'Assemblée Générale, un rapport sur la régularité et la sincérité des comptes et opérations.

**Article 19** : Ne peuvent faire partie de l'Organe de Contrôle :

- les membres des organes d'administration et de gestion ;
- les personnes recevant, sous une forme quelconque, un salaire ou une rémunération de l'institution, de ses structures ou du réseau ;
- les personnes liées aux catégories de personnes mentionnées aux deux premiers tirets du présent article.

**Article 20** : Sont considérées comme personnes liées à l'une des personnes mentionnées à l'article 19 du présent décret :

- le conjoint, les parents au premier degré ou les parents au premier degré du conjoint ;
- la personne à laquelle elle est associée ou la société de personnes à laquelle elle est associée ;
- une personne morale qui est contrôlée, individuellement ou collectivement, par elle, par son conjoint ou par leurs parents au premier degré ;
- une personne morale dont elle détient au moins 10% des droits de vote rattachés aux actions qu'elle a émises ou au moins 10% de telles actions.

La liste de ces personnes doit être disponible auprès de l'institution et faire l'objet d'une actualisation régulière.

**Article 21** : Une même personne ne peut être à la fois membre d'organes d'administration et de gestion ou d'un organe de contrôle de plusieurs institutions d'un même niveau ou d'organes financiers d'un même réseau, à l'exception du Comité de Crédit.

**Article 22** : Lorsque le contrôle fait apparaître l'inaptitude des administrateurs, la violation des dispositions légales, réglementaires ou statutaires ou une méconnaissance des intérêts de l'institution, une Assemblée Générale peut être convoquée par le Ministre chargé des Finances. Cette assemblée révoque les administrateurs en cause, décide des mesures à prendre pour le rétablissement de la situation et élit de nouveaux administrateurs qui seront chargés d'appliquer lesdites mesures.

Dans le cas où les mesures prises ne permettent pas, dans un délai d'un an, d'améliorer sensiblement la situation constatée, il peut être proposé le retrait de l'agrément de l'institution en cause ou, à défaut, l'une des sanctions prévues par l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 susvisée.

**Article 23** : Les fonctions exercées par les membres au sein des organes de l'institution ne sont pas rémunérées.

Toutefois, les frais engagés par les membres des organes d'administration et de gestion ou de contrôle, dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent leur être remboursés, dans les conditions fixées par décision de l'Assemblée Générale.

**Article 24** : Les membres des organes sont pécuniairement responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, des fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Les agents impliqués, de par les statuts, dans l'administration, la gestion ou le contrôle sont également concernés par la disposition de l'alinéa précédent.

**Article 25** : Tout membre d'un organe peut démissionner de ses fonctions. La démission doit être faite, par écrit, à l'organe dont il est membre. Les statuts précisent les conditions de recevabilité de la démission.

**Article 26** : Tout membre d'un organe peut être suspendu ou destitué pour faute grave, notamment pour violation des prescriptions légales, réglementaires ou statutaires, par l'Assemblée Générale.

Le membre destitué perd le droit d'exercer toute fonction au sein de l'institution.

### **Section 3 Fusion et scission**

**Article 27** : La fusion d'institutions doit être approuvée par le Conseil d'Administration des institutions concernées, puis adoptée par leurs Assemblées Générales Extraordinaires respectives.

Dans le cas d'institutions affiliées, la fusion requiert l'avis de l'institution à laquelle elles sont affiliées.

La décision de fusion est soumise à l'autorisation du Ministre chargé des Finances, qui s'assure, après avoir recueilli l'avis conforme de la Banque Centrale, que les intérêts des membres et des tiers sont préservés.

La décision du Ministre chargé des Finances est notifiée par arrêté qui fixe les modalités de la fusion.

La fusion ne devient effective qu'après l'accomplissement, comme en matière d'agrément, des formalités d'inscription, de publicité et d'enregistrement de la nouvelle institution.

**Article 28** : La scission doit être approuvée par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire spécialement convoquée à cet effet.

Dans le cas d'une institution affiliée, la scission requiert l'avis de l'institution à laquelle elle est affiliée.

La décision de scission est soumise à l'autorisation du Ministre chargé des Finances, qui s'assure, après avoir recueilli l'avis conforme de la Banque Centrale, que les intérêts des membres et des tiers sont préservés.

La décision du Ministre chargé des Finances est notifiée par arrêté qui fixe notamment les modalités de la scission.

La scission ne devient effective qu'après l'accomplissement des formalités d'agrément, d'inscription, de publicité et d'enregistrement des nouvelles entités créées.

### **Section 4 Affiliation et désaffiliation**

**Article 29** : L'affiliation d'un système financier décentralisé à une union ou à une fédération doit être approuvée par le Conseil d'Administration du système financier décentralisé concerné, puis adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire. La décision d'affiliation doit être prise à la majorité qualifiée des membres du système financier décentralisé.

La demande d'affiliation, accompagnée du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de la convention d'affiliation, est soumise à l'autorisation du Ministre chargé des Finances, qui s'assure, après avis conforme de la Banque Centrale, que les intérêts des membres et des tiers sont préservés. Les Autorités monétaires peuvent demander tous documents ou toutes informations complémentaires.

La décision du Ministre chargé des Finances est notifiée par arrêté. L'affiliation ne devient effective qu'après l'enregistrement au greffe et l'accomplissement des formalités de publicité au Journal Officiel ou dans un journal d'annonces légales.

**Article 30** : La désaffiliation d'un système financier décentralisé est approuvée par son Conseil d'Administration, puis adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire spécialement convoquée à cet effet. La structure faîtière à laquelle le système financier décentralisé est affilié doit être invitée à présenter sa position à cette Assemblée Générale Extraordinaire. La décision de désaffiliation est prise à la majorité qualifiée des membres du système financier décentralisé.

La demande de désaffiliation, accompagnée du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, de la convention d'affiliation et de la résolution de la structure faîtière, est soumise à l'autorisation du Ministre chargé des Finances, qui s'assure, après avis conforme de la Banque Centrale, que les intérêts des membres et des tiers sont préservés. Le Ministre chargé des Finances et la Banque Centrale peuvent demander tous documents ou toutes informations complémentaires.

Dès réception d'une demande de désaffiliation, le Ministre chargé des Finances peut prendre des mesures conservatoires. A défaut, c'est la convention d'affiliation qui continue de s'appliquer.

La décision du Ministre chargé des Finances est notifiée par arrêté. En cas de décision favorable, l'arrêté du Ministre chargé des Finances précise les modalités de la désaffiliation.

## **TITRE II AGREMENT ET RETRAIT D'AGREMENT**

### **Chapitre 1 : Procédure d'agrément**

**Article 31** : La demande d'agrément est déposée en deux exemplaires auprès de la structure ministérielle de suivi, qui les instruit.

Dans le cas d'une institution en voie d'affiliation à un réseau ou en cours de constitution au sein d'un réseau, la demande d'agrément peut être introduite par le réseau.

Dans le cas d'un organe financier, la demande est introduite par le réseau. Les modalités d'agrément des organes financiers sont régies par les dispositions de la loi portant réglementation bancaire.

**Article 32** : Le dépôt de la demande d'agrément donne lieu à la délivrance par la structure ministérielle de suivi d'un récépissé gratuit et daté. La date de délivrance du récépissé tient lieu de date de réception du dossier.

Le récépissé doit porter une mention indiquant de manière expresse que sa délivrance ne vaut agrément. En conséquence, les promoteurs de l'institution ne peuvent, sous peine de sanction, se prévaloir de ce document pour exercer des activités de collecte de dépôts ou d'octroi de prêts.

**Article 33** : A compter de la date de dépôt du dossier, la structure ministérielle de suivi dispose d'un délai maximum de quinze jours ouvrés pour s'assurer que tous les documents requis figurent dans le dossier et solliciter, le cas échéant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des informations ou éléments complémentaires pour l'instruction du dossier.

Faute de réaction de la structure ministérielle de suivi dans ce délai, le dossier est considéré comme complet et est instruit par la structure ministérielle de suivi.

**Article 34** : Le déposant de la demande d'agrément dispose d'un délai maximum d'un mois pour communiquer les informations ou éléments complémentaires sollicités par la structure ministérielle de suivi. Passé ce délai, la demande est considérée comme sans fondement et doit faire l'objet d'un rejet.

Le rejet de la demande d'agrément est motivé et notifié au requérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout autre moyen légalement reconnu pour attester que l'information a été portée à sa connaissance.

**Article 35** : La structure ministérielle de suivi et la Banque Centrale peuvent, au cours de la procédure d'agrément, requérir des promoteurs tout document ou tout autre élément permettant de s'assurer de la capacité du requérant à exercer pleinement les activités sollicitées dans la demande d'agrément.

## **Chapitre 2 : Procédure de retrait d'agrément**

**Article 36** : La décision de retrait d'agrément est notifiée au système financier décentralisé dans un délai de sept jours calendaires. Elle précise le motif et la date d'effet de la décision.

Le Ministre chargé des Finances procède à la publication de la décision de retrait d'agrément au Journal Officiel et dans un autre journal d'informations générales. En outre, il fait procéder à son enregistrement au greffe de la juridiction compétente.

**Article 37** : Le retrait d'agrément peut intervenir :

- à la demande expresse de l'institution ;
- lorsque le démarrage des activités n'intervient pas dans les douze mois qui suivent la délivrance de l'agrément ou lorsque l'institution n'exerce aucune activité depuis plus d'un an ;
- à la cessation des activités de l'institution ;
- à la dissolution de l'institution ;
- en cas de fusion ou de scission ;
- en cas de manquements graves ou répétés aux dispositions de l'ordonnance susvisée.

## **TITRE III EXCEPTIONS AU REGIME D'AFFILIATION**

**Article 38** : En application des dispositions de l'article 105 de l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 susvisée, une institution de base peut exceptionnellement être membre d'une fédération avec laquelle elle partage un lien commun, lorsqu'il n'existe pas dans sa zone géographique, une union affiliée à la même fédération.

Au plus tard à la fin de l'exercice social qui suit la mise en place d'une union affiliée à la fédération visée au premier alinéa, l'institution de base, conformément au règlement de la fédération, doit mettre un terme à son affiliation à cette dernière pour adhérer à l'union.

**Article 39** : En application des dispositions de l'article 108 de l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 susvisée, une union peut exceptionnellement être membre d'une confédération avec laquelle elle partage un lien commun, lorsqu'il n'existe pas dans sa zone géographique, une fédération affiliée à la même confédération.

Au plus tard à la fin de l'exercice social qui suit la mise en place d'une fédération affiliée à la confédération mentionnée au premier alinéa, l'union, conformément au règlement intérieur de la confédération, doit mettre fin à son affiliation à cette dernière pour adhérer à la fédération.

#### TITRE IV    **ORGANES FINANCIERS**

**Article 40** : Lorsqu'il est constitué sous forme d'établissement financier, l'organe financier est habilité à recevoir des dépôts de fonds du public, dans les conditions précisées dans la décision d'agrément.

**Article 41** : Des instructions de la Banque Centrale précisent les règles particulières de gestion financière, de politique de la monnaie et du crédit, applicables aux organes financiers.

#### TITRE V    **DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE**

**Article 42** : Les institutions en activité à la date de publication du présent décret disposent, conformément à l'article 143 de l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 susvisée, d'un délai de deux ans pour s'y conformer.

**Article 43** : Le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Commission Bancaire de l'UMOA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 22 janvier 2014

Copie certifiée conforme à l'original  
Le Secrétaire Général du Gouvernement

**Alassane OUATTARA**



*Sansan KAMBILE*

Magistrat

N° 1400024